

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples Martinique et de

Guadeloupe. Pour la reconstruc tion de la IVéme Internationale.

SAMEDI 11 MAI 1985

ANTILLES 2 F 50 FRANCE

Editorial ___

Un huissier de justice victime de l'exaspération d'un pauvre. Un pauvre exaspéré par une justice au service des riches

Le jeudi 2 mai, aux environs de 6h30, Jean Cetol, huissier de justice à Capesterre, était abattu de 3 balles par un jeune chômeur de la région, Daniel Errin. L'huissier était venu informer Daniel Errin de la décision de la justice lui enjoignant d'enlever sa case du terrain où elle a été construite il y un peu plus de trois ans. Mais ce n'était pas la première fois que Errin avait affaire à Cetol. En effet le père de Daniel, Jacques Errin, occupe depuis plus de vingt ans, une parcelle de terre et ce après dit-il les conseils de Monsieur Komla, le responsable du temple hindou de Capesterre. Monsieur Jacques Errin y a construit sa case, a planté des cocotiers et d'autres arbres tels que des manguiers. Et puis, en décembre 1981, il reçoit une lettre lui demandant d'évacuer la terre qu'il occupe, celle-ci lui apprend-on appartient désormais à M. Fred Minatchy qui l'a achetée à Monsieur Komla. Entre temps, son fils Daniel Errin avait, lui, construit une petite case derrière celle de son père. Et le 8 mars 1982, Daniel est arrêté par les gendarmes qu'il aurait menacés d'un fusil. Il a été battu par ces derniers dans les locaux de la gendarmerie de Capesterre. Il avait été condamné à 6 mois de prison pour port d'arme. A cette époque il avait fait faire un certificat médical qu'il avait conservé dans ses papiers. Il a remis ce certificat au procureur de la répuque M. Morey, lors de son arrestation le jeudi 2 mai. Et alors que Daniel était emmené par les gendarmes, le jardin vivrier de son père était détruit par un bull-dozer en présence de M. Cetol, ceci le 8 mars 1982.

Mais chose curieuse, c'est que la lettre de Monsieur Cetol parle d'une propriété située à Petit Belair alors que les terres occupées par la famille Errin sont situées à Doyon-Grand Bassin. S'agit-il d'un «trafic» destiné à récupérer des terres qui en principe font partie des 50 pas géométriques selon ce que Komla luimême avait dit au père Errin il y a des années de cela? Cela ne serait

(Suite page 3)

CONTRE LES LICENCIEMENTS, les travailleurs peuvent obliger les patrons à faire face à leurs difficultés en prenant sur leurs biens. **NON AUX LICENCIEMENTS!**

Le nombre de travailleurs jetés à la rue pour cause de difficultés économiques des entreprises qui les emploient, augmente à grande vitesse.

Au garage Antilles-Automobiles, le capitaliste Audebert a déposé son bilan et 140 personnes se trouvent à la rue. La société «Le Meuble Utile» veut licencier 8 travailleurs. La S.A.A. (Société d'approvisionnement des Antilles) ferme brutalement ses portes et laisse 36 employés sans ressources. Dans le même temps, la société REC Paulin menace de licencier une dizaine d'employés. La menace de licenciements continue de planer sur des dizaines d'ouvriers de la société Quillery Saint-

Ce ne sont là que les derniers exemples en date.

Mais leur accumulation montre une

Les patrons guadeloupéens entendent, de façon solidaire et concertée, réduire le niveau de la vie des plus pauvres, des travailleurs pour faire face aux prétendues difficultés qu'ils rencontrent dans l'exploitation de leurs entreprises. Car la crise du système capitaliste touche désormais plus directement l'économie des Antilles. Les affaires deviennent plus difficiles, moins fructueu-

Mais lorsque les patrons disent qu'ils ont des difficultés, il faut bien se comprendre. Pour eux cela signifie que les bénéfices déclarés sont moins imvestir au mieux de leurs intérêts. Mais facilement de quitter leur emploi, cultés» ne signifient une diminution plus en plus dures, et des salaires de

du nombre de biens quils ont accumulés sur le dos des travailleurs pendant les périodes de prospérité. Ils ont tous plusieurs villas de grand standing, ici et ailleurs. Ils ont tous placé de l'argent pour eux et pour leurs familles dans des un train de vie luxueux.

pour aucun de ces messieurs, «les diffi- acceptent des conditions de travail de

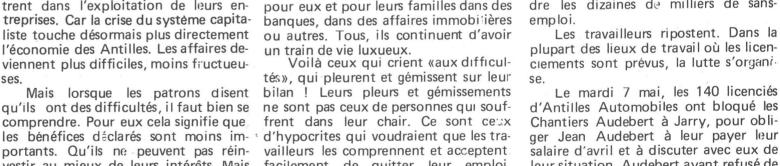
plus en pius bas.

Voilà ces patrons qui voudraient se présenter comme des victimes et qui jettent à la rue des dizaines de travailleurs sans ressources qui iront rejoindre les dizaines de milliers de sans-

Les travailleurs ripostent. Dans la plupart des lieux de travail où les licenciements sont prévus, la lutte s'organi-

d'Antilles Automobiles ont bloqué les Chantiers Audebert à Jarry, pour obliger Jean Audebert à leur payer leur salaire d'avril et à discuter avec eux de leur situation. Audebert ayant refusé de

(Suite page 2)



RATONADES EN NOUVELLE-CALEDONIE

Ce sont de véritables ratonades qui ont eu lieu à Nouméa mardı 7 et mercredi 8 mai. A la suite d'une manifestation organisée par le FNLKS et qui s'est déroulée sans incidents, des bandes de Caldoches armés ont poursuivi les Kanaks jusque dans les quartiers de la ville où ils vivent. Il y a eu un mort, un Kanak, et de nombreux blessés.

Les Caldoches étaient armés de barres de fer, de fusils, et tout laisse à croire que cette agression avait été préparée à l'avance. Il faut rappeler que Nouméa, la capitale de la Nouvelle Calédonie, est surtout peuplée de Blancs caldoches.

Les forces de police et de gendarmerie présentes dans la ville, comme les troupes de l'armée envoyée en Nouvelle Calédonie par le gouvernement français, ne sont pas intervenues. Elles ont laissé faire. Comme l'a fait remarquer un Kanak, lorsque les Caldoches manifestent, troublent l'ordre public, et même tuent, ces forces n'interviennent pas. Par contre, elles ont en toute occasion réprimé les Kanaks et ont même tiré et tué plusieurs d'entre

La situation qui règne en ce moment en Nouvelle Calédonie, avec des forces de répression envoyées par le gouvernement qui ferment les yeux sur les pires violences des Blancs, donne déjà une idée de ce que pourra être la prétendue «évolution pacifique» du pays vers l'autodétermination, à laquelle le gouvernement voudrait faire croire.

VOIR ARTICLE PAGE 2

Sur la politique du gouvernement.

NOUVELLE CALEDONIE: ON DECOLONISE... LENTEMENT

Finalement, le gouvernement a décide de repousser jusqu'en fin 1987, le référendum sur l'autodétermination de la Nouvelle Calédonie. En attendant cette date, le territoire sera divisé en quatre régions, avec à leur tête des conseils «disposant de larges pouvoirs», l'assemblée territoriale actuelle contrôlée par la droite anti-indépendantiste sera dissoute, les nouvelles élections territoriales auront lieu en août prochain.

Voilà un premier aboutissement de de 6 mois de crise provoquée par le boycott le 18 novembre 1984 par le FNLKS, des élections territoriales.

On se souvient qu'alors, le RCPR (Version locale du RPR) essentiellement composé des Blancs Caldoches avait obtenu 34 des 42 sièges de cette assemblée territoriale, mais pratiquement, la moitié des électeurs pour la plupart des Kanaks, n'avaient pas participé au vote.

A partir de nombreux incidents provoqués par le boycott, les militants indépendantistes du FNLKS avaient à plusieurs reprises affirmé leur présence dans et autour des villages. Ils avaient même pris pendant un moment le contröle de la ville de Thio, organisé des barrages un peu surtout dans l'île, chassé certains propriétaires blancs de la brousse. Dans un premier temps, la réaction du gouvernement français avait été plutôt modérée, mais s'était durcie au fil des mois, de nombreux militants kanaks étaient tués ou emprisonnés, Eloi Machoro qui était ministre de la sécurité du gouvernement provisoire de Kanaky, était assassiné par des gendarmes mobiles au cours d'une rénion de militants kanaks.

Finalement, le gouvernement français, par le biais de son envoyé Edgard Pisani, reprenait le contrôle de la situation progressivement, et limitait de plus en plus les revendications du FNLKS. Celui-ci est dirigé par des notables Kanaks, vieux routiers politiques, comme Tjibaou ou lewene lewene, ceux-là ont réussi à calmer la colère de leurs militants, après avoir reçu une reconnaissance officielle du gouvernement français, comme interlocuteurs privilégiés.

Le plan actuel du gouvernement français permet à l'évidence une transition qui à la fois ménage les intérêts des Caldoches, et en particulier des privilégiés, des riches, et en même temps favorise l'accession au pouvoir d'une petite couche de no ables sans heurt, sans mobilisation populaire, sans contagion dans la région mélanésienne. Le lent cheminement vers le référendum de 87 donnera donc le temps de peaufiner le passage du statut actuel à celui de l'indépendance.

Evidemment, pour bien des Kanaks, si le territoire devient indépendant, et est dirigé par un gouvernement de Kanaks, cela pourra satisfaire au moins une partie de leurs aspirations, mais si les richesses de l'île sont aux mains d'une petite minorité qui prendra toutes les decisions économiques et politiques, si l'île est isolée, dépendante des pays riches, leur sort n'aura pas changé beaucoup. Les Kanaks seront-ils en mesure de poser ces problèmes avant 1987 ? Cela voudrait dire prendre une orientation politique complètement différente de celle du FNLKS, ce qui veut dire aussi so doter d'une organisation politique dont l'orientation révolutionnaire conduirait alors à appeler au soulèvement contre l'impérialisme, les riches et les notables, tous les pauvres de la région, aussi bien en Nouvelle Calédonie que dans les territoires voisins.

Pour nous, travailleurs des Antilles, nous pouvons tirer des leçons de ce qui s'est passé en Nouvelle Calédonie jusqu'ici. Nos aspirations et celles des notables et des riches antillais sont contradictoires. Elles sont opposées. Une petite minorité de notables et de riches guadeloupéens et martiniquais, se pré-





parent à avoir leur propre Etat et à nous enfermer dans les frontières étroites de chacune des îles, en nous préchant l'effort et le sacrifice. Pour nous travailleurs, au contraire, si nous devons lutter contre l'impérialisme français, si nous estimons nécessaire d'abolir le statut colonial ou ce qu'il en reste aux Antilles, c'est pour que notre lutte mette fin non seulement à l'emprise de l'impérialisme, mais aussi à toute forme d'exploitation par la suite. Et cela voudra dire notamment que nous aurons intérêt à appeler à cette lutte contre les riches, contre l'exploitation, tous les peuples de la région.

Car il n'y a pas de perspective de vie pacifique, harmonieuse, de développement économique, pour tous les peuples de la région, sans que ceux-ci se dressent tous ensemble contre l'impérialisme et contre l'exploitation capi-

Car c'est un tel développement de la lutte qui fera surgir au sein même de l'impérialisme, notamment aux Etats Unis, des forces qui se dresseront en son sein même pour l'abattre.

PEINES ALOURDIES POUR REINETTE, MARBOEUF ET **CASSUBIE:** MANSUETUDE ET COMPLAISANCE POUR VIVIES, AUDEBERT ET BICHARA

Ainsi les juges du tribunal d'appel de Basse-Terre ont profité du procès en appel de Luc Reinette, Humbert Marbœuf et de Léila Casubie pour alourdir encore plus les peines qui leur étaient déjà infligées. Leila Cassubie en sort avec un an de prison supplémentaire, Marbœuf avec 3 ans et Reinette avec 4 ans de plus.

Alors que ces mêmes juges font preuve de complaisance et de mansuétude à l'égard d'escrocs comme Vivies, Audebert et Bichara, ils n'hésitent pas à condamner lourdement des femmes et des hommes dont le principal crime est de réclamer la libération de leur

pays du joug colonial.

Ces deux séries de faits rapprochés démontrent largement que cette justice là n'en est pas une et que les juges et procureurs qui exercent en Guadeloupe sont avant tout au service de la politique coloniale et des exploiteurs précisément comme les Audebert, Viviès et Bichara. Juges et procureurs en se comportant de la sorte ne peuvent que contribuer à la prise de conscience d'un nombre toujours plus grand de jeunes et de travailleurs, que pour se libérer de l'exploitation capitaliste et de l'oppression coloniale, c'est toutes les institutions de l'appareil d'état qu'il leur faudra renverser et transformer de fond en comble.

Pointe-à-Pitre : Réunion d'information des et Amis **Parents** des emprisonnés politiques

Lundi soir 6 mai dernier le Groupe des Parents et amis des emprisonnés po litiques tenait une réunion d'informa tion à Pointe-à-Pitre. Il s'agissait pour les parents et amis des emprisonnés de faire le point sur leur situation respec tive depuis les derniers verdicts en ap

Les parents et amis confirmèrent que Luc Reinette et Humbert Marbœu ne bénéficiaient toujours pas du statut politique, alors que tous les autres qui sont à la prison de Basse-Terre ont ce statut. Ils firent également part au pu blic dans la salle de leurs déboires avec à la fois le procureur Dupuy et le direc teur de la prison de Basse-Terre qui cha cun à leur tour disent que l'application du statut politique n'est pas de son res sort. A ce sujet et suite à une question d'un auditeur, un avocat présent dans la salle fit remarquer qu'il n'existait rier de bien precis dans le droit français concernant le respect ou le non respect de l'application du statut politique er faveur d'un prisonnier. Il ajouta qu'à son avis, cela était de la compétence du directeur de la prison, mais que n les avocats, ni même le procureur ne pouvaient rien contre lui étant donné que la prison est une institution ayant ses propres règles internes. Ce qui fit dire à une responsable du groupe des parents et amis que seul un rapport de force favorable aux prisonniers pou vait modifier le cours des choses. La réunion s'acheva donc après que les parents et amis annoncèrent qu'ils envisageaient d'organiser plusieurs manifestations pour faire connaitre ce qu'il advient des emprisonnés politiques et surtout mobiliser la population contre les lourdes peines infligées encore récemment en appel aux emprisonnés. Une réunion doit se tenir mercredi 8 mai entre le groupe et toutes les organisations anti-colonialis-

Extrait d'une déclaration du MASU

... Le MASU constate une croissance du nombre de chômeurs. Elus, chefs d'entreprise, Administration n'arrêtent pas de disserter sur le nombre d'emplois créés ou à créer. Aucun des objectifs des divers plans gouvernementaux en matière d'emploi n'a été atteint. Au contraire le sous-emploi et le licenciement sont devenus la règle et la création d'emploi l'exception.

L'exemple le plus criant par rapport à son nombre c'est le bâtiment. Lors des récentes négociations salariales du bâtiment le' patronat a annoncé que 100 travailleurs des Ets QUILLERY allaient être licenciés, 800 dans la profession d'ici le mois de Juin 1985 et qu'au cours des six derniers mois 1800 Travailleurs avaient été déjà licenciés, soit en moyenne 300 licenciements par mois officiellement déclarés. C'est peut être une manière de stabiliser la situation économique et sociale en ce pays.

Avec cela le patronat ne fait pas dans la modestie. C'est encore, lui qui exprime en grandeur nature la dimension de son arrogance et de son mépris dans tous les conflits sociaux. Avant ou après les conflits. La preuve REYNOIRD exige du MASU devant les tribunaux le remboursement des pertes de son magasin MAMMOUTH RAIZET. Rien que 320 millions de centimes. Mais pour une revendication de salaires de 3 % Reynoird n'hésite pas à donner dans le chantage, les pressions et les menaces par ses petits «blancs Goyave» de cadres.

La C.G.M multiplie ses menaces contre les adhérents du MASU. Notre camarade agressé par des officiers du Fort Fleur d'Epée l'an dernier est cette fois poursuivi devant les tribunaux par le commandant du Fort Fleur d'Epée. Ce camarade subit dans le même temps les brimades du Directeur.

Enfin tous ces gens qui se réclament de la France, du droit commun, de la justice française tournent le dos, à la première élection des délégués du personnel, à leur propre législation. L'exemple de Michel WACHTER (AGF) de la SOGUAVA, de VILLAGE VIVA est de ce point de vue suffisamment éloquent. Qui menace la dignité, les avantages acquis

CONTRE LES LICENCIEMENTS

suite de la page 1

venir dans un rendez-vous, les travailleurs sont restés toute la nuit dans les locaux pour l'attendre, gardant avec eux trois de ses collaborateurs. Ils avaient l'intention de poursuivre leur action.

Ceux du Meuble Utile sont en grève depuis plusieurs jours. Ceux de la S.A.A sont eux aussi en action.

Avant, les travailleurs du commerce avaient mené une grêve d'un mois pour empêcher le licenciement de 58 d'entre eux. A Norelec, ils sont restés plus de deux mois en grève pour les mêmes raisons.

Les travailleurs ne se laissent donc

Pourtant jusqu'à présent ils mènent leurs luttes de manière isolée. Les direc-

tions syndicales ne cherchent nullement à unifier les luttes, ni à leur donner des perspectives d'ensemble pour faire reculer le patronat, ou au moins contenir ses attaques et l'obliger à régler ses «difficultés» en prenant sur ses biens, en diminuant sur ses profits.

Les travailleurs ont raison de s'engager dans la lutte pour ne pas subir les attaques des patrons. Ils peuvent les obliger à faire face à leurs difficultés en prenant sur leurs biens. Ils peuvent refuser que ce soit eux, les pauvres, qui perdent leurs moyens de subsistance.

Pour cela ils auront à continuer à se battre, à bander leurs forces et entraîner dans la lutte les plus hésitants en comptant avant tout sur eux-mêmes.

G. LEMOINE EN GUADELOUPE : UNE VISITE DONT L'OBJECTIF EST DE FAIRE PASSER LA POLITIQUE D'AUSTERITE DU GOUVERNEMENT

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Goerges Lemoine est, au moment où nous écrivons, en visite en Guadeloupe. Son séjour devrait durer plusieurs jours.

M. Lemoine a choisi de se rendre en Guadeloupe après que la gauche vient d'obtenir la majorité au Conseil Général et d'en prendre la présidence. Ce n'est donc pas un hasard que sa visite ait lieu maintenant et non pas

il y a quelques mois.

Ainsi M. Lemoine pense être plus à l'aise pour tenir le langage que le gouvernement auquel il appartient tient depuis plusieurs mois aux travailleurs français, à savoir : «il faut faire des sacrifices, il faut accepter de se serrer la ceinture dans l'intérêt général, tout n'est pas possible en cette période de crise». Voilà en

Guadeloupe —

Communiqué des habitants de Petit-Bourg

LES GENDARMES DE PETIT-BOURG FRAPPENT UNE FOIS DE PLUS

Le lundi 29 avril 1985, vers 17 H 15, à Cadou, deux gendarmes de la brigade de Petit-Bourg, arrêtaient le transport en commun PATAY pour «infraction au code de la Route». L'un d'eux réclama alors au chauffeur, le jeune Jacques PATAY les papiers du véhicule, et dès qu'il les eut en mains, il se précipita dans sa voiture en disant : «Vous viendrez les récupérer plus tard à la gendarmerie»!

A 19 H 45, Jacques PATAY informe alors ses parents de cet incident, puis se rend à la Station Service pour faire son plein de carburant, et se dirige vers la gendarmerie où il arrive à 20 heures.

Il est reçu par deux gendarmes dont celui qui avait saisi ses papiers. On lui demanda de s'asseoir, et, comme il s'apprêtait à le faire, il reçu un terrible coup de poing à la face, suivi d'un coup de pied dans les côtes. Quand il ouvrit la bouche pour protester, on la lui ferma avec un nouveau coup de poing au visage qui fit aussitôt enfler l'œil gauche.

Comme Jacques PATAY qui venait d'être frappé, ne répondait pas au «Bonsoir» d'un 3ème gendarme qui venait de rentrer dans la «Salle de torture» de la gendarmerie on le menaça de le frapper à nouveau : il dut alors

Après avoir recueilli sa déposition, on le conduisit auprès du commandant de gendarmerie qui chercha à le persuader de ne rien dire, de ne pas porter plainte il lui avoua que le gendarme qui l'avait frappé était un «mauvais gendarme» qui venait de subir 15 jours d'arrêt, qu'il allait quitter bientôt la brigade, bref, qu'il valait mieux arranger cela à l'amiable.

PATAY Jacques a eu une incapacité

de travail de 6 jours.
POPULATION DE PETIT-BOURG!

Ce n'est pas la première fois que les gendarmes de Petit-Bourg agissent de la

Plusieurs jeunes ont été passés à tabac dans les locaux de la gendarmerie ; des pères de famille aussi ont été frappés. Ces gendarmes se croient tout permis parce qu'il sont protégés par LA LOI.

Mais NOUS, HABITANTS DE PETIT-BOURG, accepterons nous cela passivement? NON! Jacques à décidé de porter plainte. Nous voulons que justice soit faite!

 Exigeons le départ du gendarme qui a frappé Jacques PATAY!

Trappe Jacques PATAY!
 Exigeons que Jacques soit remboursé

des frais médicaux (médecin, radio, etc)

— HABITANTS DE PETIT-BOURG, préparons-nous à nous mobiliser pour faire respecter nos exigences et faire cesser l'arrogance
des gendarmes !

Des habitants de Petit-Bourg.

clair ce que ne manquera pas de dire M. Lemoine au cours de son voyage en Guadeloupe.

Du reste, c'est à peine en termes voilés ce qu'il a répondu à Jean Girard, maire de Grand-Bourg Marie-Galante, qui lui avait fait remarquer que l'Etat n'avait pas l'intention de prendre en charge le déficit intégral de l'industrie sucrière. L'Etat, a déclaré le secrétaire d'état, ne peut tout assumer, «il faudra faire des choix», dernier de s'empresser d'ajouter que c'est après en avoir débattu. Autrement dit, M. Lemoine veut, pour faire passer sa politique d'austérité et de rigueur, le consentement des élus. Car lorsqu'il parle de «choix», ne faut pas se tromper, cela signifie dans sa bouche que certaines usines devront fermer, que les travailleurs qui y travaillent devront accepter d'être licenciés. Et ce consentement des élus, le gouvernement pense, par M. Lemoine, l'obtenir d'autant plus facilement que ces élus appartiennent en majorité au parti socialiste et au parti communiste.

En d'autres termes le gouvernement estime que les conditions politiques sont créées en Guadeloupe pour faire passer sans trop de problèmes une politique qui consiste en sacrifices et en austérité pour les travailleurs, pour les couches pauvres. Mais cela n'empêchera pas les subventions et les cadeaux pour les patrons et les capitalistes. Voilà toute la signification de la visite de Georges Lemoine en Guadeloupe. Et nul doute que la majorité de gauche actuelle du Conseil Général ne fera rien pour faire échec à cette politique.

Bien au contraire les élus socialistes et apparentés et probablement Communistes se chargeront de trouver des arguments pour justifier cette politique et la faire accepter par les travailleurs et les couches laborieuses de la population.

De cela tous les salariés doivent avoir conscience pour bien se pénétrer de l'idée que c'est avant tout sur euxmêmes et sur leur propre lutte qu'ils doivent compter et non pas sur cette majorité de gauche, s'ils ne veulent pas faire les frais de la politique du gouvernement Mitterrand-Fabius-Lemoine.

Guadeloupe -

Communiqué des employés de la S.A.A.

NON AU LICENCIEMENT ABUSIF DES TRAVAILLEURS DE LA S.A.A. — APPEL A LA SOLIDARITE AGISSANTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA Z. I. DE JARRY.

Depuis trois mois, 36 pères et mères de familles sont confrontés au spectre du chômage!

Depuis son installation en Guadeloupe, il y a trois ans, la S.A. (Société d'Approvisionnement des Antilles), fonctionnait sans trop de problèmes.

Or depuis le mois de janvier de cette année, nous avons constaté que les entrepôts se vidaient sans être de nouveau approvisionnés.

En réponse à nos questions pressantes, la Direction a tenté de nous rassurer en nous disant qu'elle allait changer de méthode de travail

Pourtant, à la fin du mois de mars, force fut à cette même direction de nous annoncer qu'elle avait déposé son bilan!

NOUS EMPLOYES DE LA S.A.A. ELE-VONS DE VIVES PROTESTATIONS CON-TRE CET ABUS DE CONFIANCE!

Car rien, absolument RIEN, à nos yeux ne justifie ce dépôt de bilan!

De plus, nous avons de fortes raisons de soupçonner la Direction de la S.A.A. d'avoir falsifié les comptes avec la complicité de ses associés locaux (Prisunic et autres. . .)!

NOUS DISONS NON AUX MAGOUIL-LES DE ANTIER, HOLLANDE ET BRO-QUET! ILS VEULENT TOUS SIMPLEMENT LIQUIDER LA SOCIETE APRES S'ETRE REMPLIS LES POCHES!

Travailleurs de la Z.I. de Jarry

NOUS FAISONS APPEL A VOUS.
AFIN QUE VOUS NOUS MANIFESTIEZ
CONCRETEMENT VOTRE SOLIDARITE
ET QUE VOUS NOUS AIDIEZ DANS LE
COMBAT QUE NOUS AVONS ENGAGÉ!
C'est de notre UNITE, à nous travailleurs que
DEPENDRA PARTOUT NOTRE VICTOIRE!

Rassemblons-nous pour OBLIGER CES CAPITALISTES A RESPECTER NOTRE EMPLOI ET NOTRE DIGNITE!

Les employés de la S.A.A., Z.I. de Jarry

CAPESTERRE-

QUI EST D. ERRIN?

Ce fils de travailleur âgé de 28 ans, a quitté les bancs de l'école depuis l'âge de 15 ans. Et tout de suite après, il travaillera dans les champs de cannes de l'usine de Beauport, pas comme salarié de la SAUB, mais pour aider sa mère, comme le faisaient nombre d'enfants de ce milieu des travailleurs de la canne. Plus tard il sera ouvrier de la société SCEFA de Max MARTIN à Capesterre-Belle-Eau. C'est là qu'il sera victime d'un accident de travail qui faillit lui coûter un œil, alors qu'il participait à des travaux de soudure du réseau d'arrosage de la société. Il touche une maigre pension de la Caisse Générale de Sécurité Sociale pour cet handicap. Depuis lors, il est comme beaucoup de jeunes de ce pays, «à la démerde» : un job par ci, un job par là. C'est cet homme qui connaîtra en 1982 les geöles de l'administration coloniale pour avoir, en mars de cette année soi-disant menacé d'un fusil des gendarmes venus en compagnie de l'huissier CETOL expulser son père Monsieur Jacques ERRIN d'une terre qu'il occupe depuis plus de vingt ans, terre située sur le domaine des 50 pas géométriques.

Dans son numéro du samedi 4 mai, «France-Antilles» présente Daniel ERRIN comme un homme qui a déjà derrière lui un long passe de méfaits et autres vols. Les parents soutiennent que leurs fils n'a rien à voir dans toutes ces affaires et entendent exiger de «France-Antilles» des rectificatifs.

Il a été effectivement un ami de Armel NARAYANIN un autre jeune victime de cette société basée sur le vol et l'exploitation. Armel qui devait être un jour trouvé mort dans la prison de Basse-Terre quelque temps après son arrestation. On a prétendu qu'il s'était suicidé en introduisant une serviette de bain dans sa gorge! En fait les parents de ce jeune n'ont jamais accepté la thèse du suicide de leur fils. Pour eux, Armel NARAYANIN a été tué dans sa cellule. Et ils soutiennent d'autant plus cette thèse qu'on a refusé comme ils le demandaient que le corps du jeune homme soit autopsié.

Pour beaucoup de gens de la région de Capesterre-Belle-Eau le geste de Daniel ERRIN s'explique par son exaspération. Et nombreux étaient ceux qui ne comprenaient pas pourquoi on voulait détruire la case de Daniel ERRIN, une petite case mesurant à peine 2,50 m sur 3,50 m, case faite surtout de tôle. Et ils espérent que la la mort de CETOL fera qu'on cherchera plus rapidement à régler le problème des terres occupées par le petit peuple de Capesterre Belle-Eau.

Suite de l'éditorial

suite de la page 1

pas surprenant. Car, à Capesterre comme un peu partout en Guadeloupe, il y a une soif de terre de la part de la population. Que ce soit pour y construire ou pour cultiver. quelques légumes. Et toutes les terres se trouvent concentrées entre les mains de quelques gros propriétaires comme les DORMOY, les BUT-TEL, et autres CABRE, LIGNE-RES, etc, tous ou presque blancs descendants d'anciens esclavagistes. Mais de plus en plus il y aussi des notables noirs, des petits bourgeois aisés, fonctionnaires à hauts salaires qui non seulement gagnent de l'argent dans leur profession mais achètent aussi des terres qui auraient dû aller aux petits paysans! Et pour la population, pour les pauvres, il ne reste que les «50 pas géométriques», et quelques fonds abandonnés par les gros propriétaires. Et ne voilà-t-il pas que l'on cherche à expulser de terres faisant partie de ce domaine les quelques malheureux qui s'y sont installés.

C'est ainsi donc que le jeudi 2

mai M. Cetol après s'être adresse à un jeune qui occupe une parcelle de terres autrefois cultivées par Jacques Errin, se dirigea vers la case de Daniel Errin. C'est là qu'il fut abattu. Et dans la foule présente sur les lieux entre 8h et 11 heures, les commentaires aliaient bon train. Et presque tous sans exception de déclarer : «Ça devait bien lui arriver un jour», «Cela n'est pas surprenant» ou même que «Ça a tardé» ou «qu'il le méritait». En fait, tous ces commentaires provenaient surtout des gens de la population, du petit peuple de la région, des travailleurs, des pauvres. Et par ces paroles, ils disaient tout haut qu'ils en avaient assez de cette société, de la misère, des exactions des gros, de ceux qui vivent de trafic, de l'exploitation des autres. Et Cetol, en tant qu'huissier de justice, ne faisait qu'appliquer les lois de cette société qui n'a que mépris pour les pauvres, pour les travailleurs. Et cela se fait ressentir avec d'autant plus d'acuité qu'avec la crise qui sévit, le sort

des pauvres, des travailleurs se dégrade de plus en plus. Tandis que pour les «gros» c'est la fortune, c'est le respect. Cetol, en tant qu'homme, n'était peut-être pas aussi mauvais et méchant qu'on le croyait. Mais c'est sa fonction qui necessitait ses agissements vis à vis du peuple de la région. Il en avait du même coup accepté les risques. Et le geste de Daniel Errin apparait à la population comme celui d'un pauvre exaspéré, humilié, pourchassé par la justice des riches. Ce geste ne mettra évidemment pas fin à cette société injuste qui réserve ses geôles, ses gendarmes pour les pauvres. Alors que pour les grands voleurs de la SODEG, les AUDE-BERT et les VIVIES, il n'y a que respect et considération.

Mais tous ceux qui pillent la population, la réduisent à la misère et la traînent devant la justrice savent maintenant qu'il peut y avoir quelques risques à pousser trop loin les pauvres dans l'exaspération.

LES TRAVAILLEURS LUTTENT

Il y a quelques mois à peine, la tions démocratiques». dictature militaire au pouvoir au Brésil cédait la place à un gouvernement civil. Le président Tancrédo Neves, élu par un collège restreint, est mort sans avoir eu le temps d'exercer réellement le pouvoir.

Le nouveau chef de l'Etat brésilien, José Sarney, a été dans le passé plus lié aux militaires que son prédecesseur. Cependant, le nouveau gouvernement se doit d'assumer, du moins en paroles, ce que beaucoup ont voulu présenter comme un «retour à la démocratie» au Brésil.

Selon le journal «Le Monde», Sarney a déclaré que la grève est «un recours légitime des travailleurs», et que «le pays doit s'habituer aux grèves'».

En effet, depuis le mois d'avril, une cinquantaine de mouvements de grève, dont certains très importants, ont éclaté dans les plus grandes villes. Rio et Sao Paulo. Dans l'état de Rio, les travailleurs de la métallurgie en sont à leur quatrième semaine de grève, ce sont quelque 200 000 ouvriers de l'automobile en particulier qui ont cessé le travail. Certaines usines ont été occupées, et dans l'une d'elles, appartenant à la Général Motors, trois cent soixante dix cadres ont été enfermés pendant 48 heures. Les travailleurs s'élevaient contre le licenciement d'une centaine d'entre eux. Le trafic aérien entre Rio et Sao Paulo est aussi bloqué. Au debut du mois de mai, ce sont les employés des transports, trains, métros, autobus, qui sont entrés en grève, paralysant Rio. Les grévistes demandent entre autres, un réajustement trimestriel de leurs salaires.

Selon l'article du Monde, devant le durcissement des grèves, le gouvernement a cherché à en imputer la responsabilité à des «agitateurs professionnels», qui ne seraient, selon le président Sarney, autres que des groupes trotskytes, et avant tout le groupe «convergence Socialiste», dont les militants sont évidemment présents aux côtés des

travailleurs en lutte.

Quand elle est confrontée à la colère des travailleurs, la bourgeoisie cherche toujours de prétendus «agitateurs» ou meneurs qui seraient responsables des conflits, il y aurait selon elle des «groupuscules d'extrême gauche» qui chercheraient à «déstabiliser les institu-

Mais en réalité, la colère des travailleurs vient de toutes les privations les humiliations que la bourgeoisie veut leur imposer, et d'autant plus dans cette période de crise qu'elle cherche à maintenir ses profits en écrasant la classe ouvrière.

La colère des travailleurs a déjà eu un effet, puique le président Sarney a décidé que le salaire minimum sera doublé. Sur les 50 millions de travailleurs brésiliens, 21 millions perçoivent le salaire minimum, de 317 F par mois. Et il est bien évident que même en doublant ce salaire, les travailleurs brésiliens ne sortiront pas de la pauvreté!

Le prétendu «retour à la démocratie» au Brésil n'a donc en rien résolu les problèmes de la population. Mais les travailleurs ont profité de ce moment peut être plus favorable pour déclencher des luttes qui ont semble-t-il commencé à porter quelques fruits,

si minimes soient-ils encore.

Et c'est bien dans cette voie là, et en se méfiant de tous les beaux discours sur le retour de la démocratie, y compris venant de dirigeants libéraux ou de gauche, des organisations syndicales, que les travailleurs réussiront à se faire respecter par la bourgeoisie. Car l'un des plus grands dangers qui les menace, ce serait d'accepter que leur lutte soit utilisée par ces prétendus libéraux et syndicalistes de gauche pour des objectifs électoralistes, en vue de redonner une façade democratique à une dictature bourgeoise dont la principale fonction est de perpétuer l'exploitation des travailleurs, au profit des riches et des privilégiés.

Les travailleurs font preuve de combativité, ils représentent véritablement une force par leur nombre et leur place dans la production. Mais ils n'aboutiraient à rien pour eux-mêmes s'ils plaçaient leurs espoirs dans des gens «de gauche» ou ces prétendus démocrates

libéraux. Par contre, s'ils ont eux-mêmes la direction de leur lutte et ne font confiance qu'à leur propre capacité de lutte, s'ils se battent pour leur propre compte, ils auront les moyens de faire respecter leurs revendications et leurs aspirations par la bourgeoisie.

UN GALA REUSSI!

Plusieurs centaines de personnes ont passé une agréable soirée au Gala de Combat Ouvrier. Manifestement, le spectacle a plu, les artistes nombreux qui se sont produits jusqu'à près de 1 h du matin, ont contribué au succès de cette soirée. Bien sûr, il y eut Kafé Ka Lévé, dont la musique de grande qualité a tour à tour emballé et étonné la salle, mais l'a toujours intéressée, le groupe de Kristen qui est toujours bienvenu au gala, a connu un succès mérité, et certains n'ont pas pu s'empêcher d'avoir une pensée pour feu Kristen qui accompagnait toujours ce groupe, et a été souvent des nôtres lors des galas précédents. Il faudrait citer tous les artistes, Mitel, Bertili, Pol Douka.

Nous les remercions ici de leur contribution au succès de la soirée. Nous remercions le poète, animateur et présentateur de la soirée, José Egouy.

Les participants au Gala se sont séparés au petit matin heureux de ces heures passées ensemble.

ABONNEMENT

6 mois 12 mois Guadeloupe 50 F 100 F Martinique 50 F 100 F 70 F France 140 F Je désire m'abonner au journal

Combat Ouvrier pour une période de mois. Nom:.....

Adresse:.....

ci-joint la somme de F règlement par chèque adressé à Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointeà-Pitre Cédex.

Désormais pour toute correspondance sur Pointe-à-Pitre, libellez ainsi les plis que vous nous desti-COMBAT OUVRIER S/C/ Gérard BEAUJOUR

> B.P 214 97156 Pointe-à-Pitre Cedex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication G. BEAUJOUR Adresser toute correspondance EN GUADELOUPE a Gerard BEAUJOUR

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à COMBAT OUVRIER Mr DUFEAL B.P. 42 92114 CLICHY CEDEX **IMPRESSION** Imp. ERAVILLE & FILS S.A R.L. Commission paritaire No 51728

-DANEMARK:—

GREVE CONTRE LE CHOMAGE ET LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

Au début du mois d'avril, les travailleurs du Danemark ont mené des grèves importantes.

Le Danemark est un pays du nord de l'Europe qui est très touché par la crise. Le chômage y est important, et le gouvernement cherche à imposer aux travailleurs des mesures d'austérité concernant les salaires qui leur paraissent insupportables. Depuis 6 mais, le seul syndicat important du pays, l'Organisation Nationale, qui est très modéré habituellement dans ses revendications, demandait la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, contre 40 heures actuellement, un salaire minimum, et des garanties contre l'inflation. Mais le patronat refusait de céder, et c'est ce qui a entrainé la grève du mois d'avril. Le parlement a alors pris des décisions contre la grève, infligeant des amendes de 400 F par gréviste et par jour de grève à ceux qui ne reprendraient pas le travail, et décidant des augmentations de salaire de 1 à 2 % pour l'année, alors que l'inflation prévue est de 10 %.

100 000 travailleurs ont manifesté dans les rues, certains ont tenté de défoncer les portes du parlement.

Cependant, le syndicat, devant le durcissement de la grève, a poussé les travailleurs à cesser le mouvement, disant qu'il faudrait «poursuivre la lutte sous d'autres formes»... Aujourd'hui, la plupart des travailleurs ont abandonné la grève. Mais il n'est pas dit que face aux mesures d'austérité du gouvernement, ils ne reprennent pas leur lutte, même en se passant de l'approbation des dirigeants du syndicat.

L'HOMMAGE NORMAL DE REAGAN AUX SS D'ALLEMAGNE

Toute la presse a parlé de l'«erreur de Reagan» qui est alle s'incliner en tombés pendant la deuxième guerre mondiale. Les SS sont connus comme les troupes d'élite du régime Nazi de Hitler, à leur mémoire est lié un bilan d'atrocités et de crimes en tous genres. Nous ne pensons pas que Reagan ait commis une telle erreur. S'il a persisté dans son intention d'aller rendre hommage aux SS, c'est qu'il voulait donner une portée à son geste.

Après tout, les SS ne sont pas plus atroces que n'importe quel corps d'armée de France, des Etats Unis ou d'Angleterre qui ont commis le même type d'atrocités aux quatre coins du monde. Ne va-t-on pas ériger prochainement quelque part en France une statue pour le nommé Lyautey, brute coloniale galonnée, s'il en fut. La différence entre SS méchants et atroces, et braves militaires de la démocratie, est très mince. Il passe en ce moment un film sur les écrans de Pointe-à-Pitre, «La Déchirure», qui montre les tueries de masses commises par l'armée, bien-comme-ilfaut, de la démocratie américaine. La

même armée au Viet-Nam a causé 2 millions de morts, 5 millions de blessés, dévasté un million d'hectares de Allemagne sur la tombe de soldats SS champs, 600 000 h de rizières, et laissé derrière elle 750 000 handicapés.

> L'armée américaine n'est bien sûr pas composée de SS, il s'agit de GI's et de Marines. L'armée française en Algérie n'était pas composée de SS, il s'agissait d'officiers, de sous-officiers, de soldats, «remplissant-loyalement-leurs-devoirs-envers-leur-patrie»! Et comme il fallait, dit-on, soutirer des renseignements aux combattants du FLN, on les torturait, et on en assassinait un bon nombre. N'a-t-on pas découvert il y a quelque temps des charniers laissés par l'armée française en Algérie. Comme quoi, on peut ne pas être «SS» et faire le même travail! La véritable différence entre les deux, c'est que les SS étaient des troupes «facistes», et que les troupes françaises en Algérie étaient des troupes «démocratiques»! Nous croyons que les victimes, les torturés, les assassinés, ont certainement dû voir

> C'est pourquoi il est ou hypocrite ou vain de s'indigner qu'un chef de l'impérialisme aille s'incliner sur les

tombes des SS de la bourgeoisie allemande. Si les libéraux allemands d'aujourd'hui avaient besoin de troupes SS pour l'avenir, Reagan vient de leur faire savoir que pour la défense de la démocratie, il accepterait très bien que la bourgeoisie allemande se dote de nouveau de tels instruments de combat.

Sait-on jamais! Avec cette crise qui continue de plus belle son œuvre, qui abaisse progressivement mais sûrement le niveau de vie des travailleurs des pays les plus riches, il faut se préparer à toutes les éventualités! Car si la classe ouvrière de ces pays-là perd les illusions réformistes qui l'ont détournée de la lutte contre la bourgeoisie, elle pourrait très bien retrouver les gestes et les reflexes qui étaient les siens il y a quelques dizaines d'années, quand elle menaçait l'ordre capitaliste tout entier. Alors, il faudra bien de nouveaux SS. qu'ils s'appellent «Marines», «Parachutistes» ou autres, en Allemagne, en France, et ailleurs, pour s'opposer à cette classe ouvrière.

Reagan ne s'est donc pas «trompé» de place en allant s'incliner sur la tombe des anciens chiens de garde du

capital, en Allemagne.